

Megaupload : la réaction des hackers a été immédiate...

Megaupload, le premier site mondial de téléchargement de fichiers et 13e site en fréquentation, a été condamné par la Justice américaine pour enfreinte aux lois du copyright. Le FBI est intervenu pour bloquer l'accès aux services aux États Unis et dans le monde en coupant les noms de domaine référents, et a lancé 12 mandats internationaux pour arrêter les fondateurs – le flambeur Kim Schmitz surnommé Kim Dotcom, Mathias Ortmann et Kim Tim Jim Vestor – et cadres de la firme basée à Hong Kong.

À méga conspiration, méga réaction

Le juge de Virginie qui a condamné Megaupload a qualifié le service de « *mega conspiracy* ». Mais s'attendait-il à la réaction des communautés de *hackers*, dont Anonymous, après l'annonce ? Celle-ci a été quasi immédiate et il n'aura fallu que quelques minutes pour que les attaques par DoS fusent un peu partout dans le monde !

Les attaques par déni de service (DoS pour *denial of service*), qui consistent à inonder un réseau dans le but de le ralentir, voire de rendre un site indisponible, se sont multipliées sur des cibles précises, rappelant que les pirates du web ne sont pas que mafieux et continuent de représenter un vrai danger.

Les sites du DoJ, le Département américain de la Justice, et de Universal Music, l'un des principaux acteurs industriels de l'action menée par les majors du multimédia et Hollywood, ont été parmi les premiers à subir les attaques DoS. La MPAA (*Motion Picture Association of America*), qui représente l'industrie du cinéma aux États-Unis, et la RIAA (*Recording Industry Association of America*), son homologue pour la musique, ont très rapidement suivi.

Réactions en chaîne, la toile bouillonne

Les attaques par DoS contre les majors, leurs représentants, et les organisations qui les défendent ou qui luttent contre la copie illégale, se multiplient depuis. En France, les sites Hadopi.fr et Copyright.gov ont subi le même sort. Bien évidemment, l'accès à ces sites est perturbé, mais pas forcément bloqué.

Hackers et administrateurs vont jouer au chat et à la souris pendant beaucoup de temps encore, car les actions engagées par les autorités occidentales pour lutter contre certaines dérives, mais également certains de leurs actes tentant d'imposer un pouvoir de restriction qui parfois peu virer à la censure, se multiplient également.